

## « LE MONDE ARABE EST MINE PAR DES REPRESENTATIONS D'ORDRE ETHNIQUE »

Entretien avec Barah Mikail,  
Chercheur associé à l'IRIS  
Par Mohammad Nehmé

pour *Madarat Gharbiya* (Liban) – N°6 – Mai-juillet 2005

Entretien traduit de l'arabe. Version disponible en langue arabe à l'adresse suivante:  
<http://www.arabguide.net/madarat/2005/PDF/06-008-015-barah.pdf>

**Malgré la question kurde en Irak, la crise du Sud Soudan et du Darfour ou celle des Berbères au Maghreb, la question des minorités ethniques et linguistiques dans le monde arabe occupe une place secondaire dans les préoccupations intellectuelles arabes et même occidentales. Pourquoi ? Que pensez vous de l'évolution du rapport des minorités ethniques avec la majorité arabe ?**

Les intellectuels occidentaux, qu'ils soient orientalistes ou non, ont souvent recours à une description de « leur » vision de l'Orient en insistant sur les droits des minorités et la nécessité de les défendre. Par contre, il est vrai que cette question ne semble pas compter au rang des préoccupations majeures des intellectuels arabes en général. On peut trouver plusieurs raisons à cela, mais j'en retiendrais trois pour l'essentiel :

- Sur le plan historique tout d'abord, il ne faut pas oublier que le dernier mouvement intellectuel d'ampleur qu'ait connu le monde arabe a été la *Nahda* ou Renaissance, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Cette consolidation intellectuelle et linguistique visait à renforcer l'aspect culturel et civilisationnel de la langue et la pensée arabe. Pour ce, l'arabité devait compter comme un dénominateur commun à tous les Arabes, sans préjudice de leurs affiliations confessionnelles et tribales ou de leurs ascendances ethniques. Les intellectuels arabes contemporains, dont cette incontournable *Nahda* fait partie de leur culture, n'ont ainsi pas eu le « réflexe » d'envisager le monde arabe dans ses particularités ethniques ou culturelles.

- Sur le plan politique ensuite, la situation de blocage auxquelles se trouvent confrontées les sociétés arabes dans leur écrasante majorité entrave également le développement d'un discours basé sur les spécificités ethniques. C'est au Proche-Orient que cette tendance est la plus manifeste, puisque cette région est confronté depuis près de soixante ans à des rhétoriques doctrinales dominées par les enjeux liés aux conflits israélo-arabes. Ainsi, le panarabisme et la nécessaire défense de l'unité arabe face à l'Etat hébreu ont conduit toutes les instances étatiques à bannir le développement de tout discours sur les particularités de groupes. Les intellectuels, quand bien même ils auraient voulu se démarquer de ces positions « politiquement correctes », ne pouvaient entrer en confrontation avec le discours officiel, sous peine de le payer très cher. Comme souvent dans le monde arabe, le politique a eu raison du culturel.

- Sur le plan religieux, enfin, n'oublions pas que le Moyen-Orient est composé à près de 90% de sunnites, Arabes soient-ils ou non ; quand on connaît la prégnance des questions religieuses dans cette région du monde, il va de soi que toute personne ne se revendiquant pas de cette branche de l'islam pourra se trouver en situation de minorité dès lors qu'elle sera porteuse de revendications. Cet état des faits est une réalité sociale, et les intellectuels peuvent difficilement le contrer.

Je ne suis cependant pas sûr que la réalité contemporaine du monde arabe permette – à ce stade du moins - de raisonner en termes de rapports entre des minorités ethniques et une majorité arabe. Cette situation peut bien sûr en venir à évoluer plus vite qu'on ne le pense, mais un rapide coup d'œil sur l'état du Moyen-Orient permet de constater que ce clivage est limité, même si ses quelques zones de manifestation ne sont pas négligeables. Je pense aux revendications des Berbères en Algérie, mais surtout à celles des Kurdes, incontournables en Irak, et qui connaissent de surcroît une probabilité d'extension transnationale (à la Turquie, à l'Iran et à la Syrie). Sur ce plan, force est de constater que ces particularités ne sont pas sans générer des réactions violentes, tant elles se heurtent à un tabou : celui de l'unité arabe, argument de raison plus que de conviction. Par contre, la question des rapports entretenus entre les gouvernements arabes et leurs minorités nationales religieuses et confessionnelles me semble tomber dans un cadre bien plus conforme à la réalité contemporaine, comme le prouvent les revendications portées par les chrétiens d'Egypte, du Soudan ou encore d'Irak.

**Le « monde arabe » ou la « patrie arabe » sont de jolies notions. Mais la réalité n'exige-t-elle pas un réexamen de ces thèmes afin de saisir la frontière entre le réel et l'irréel, le fantasmagorique et le concret ? Pouvez-vous préciser le tracé de ces frontières ?**

Le terme générique d'« unité arabe », n'existe qu'à travers l'illusion entretenue par les dirigeants contemporains de la région. Ils ne sont certes pas – ou plus – convaincus de la pertinence ou de la réalité de ce concept qui a fait son temps, mais ils continuent à le perpétuer à l'encontre de toute évidence. Il suffit de suivre les péripéties des différentes instances d'action collective des pays du Moyen-Orient – Ligue arabe, Union du Maghreb arabe, Conseil de coopération du Golfe, etc. – pour s'en convaincre. La pathétique désunion arabe prouve que ce sont les intérêts nationaux qui priment par-dessus tout. C'est pourquoi les traditionnelles zones constitutives du Moyen-Orient – le Maghreb, le Proche-Orient, la Péninsule arabique – sont aujourd'hui limitées à une seule et unique fonction de dénomination géographique, qui reste néanmoins sous-tendue par un dénominateur culturel commun à la majorité des habitants de ces espaces respectifs. Pour le reste, la catégorisation du monde arabe relève plutôt d'une perception politique des choses, et se détermine en fonction d'une question principale : les gouvernements sont-ils en faveur de la politique américaine dans la région ou contre celle-ci ? C'est le seul critère d'évaluation qui l'emporte, au sein des opinions publiques arabes tout du moins.

Je ne crois néanmoins pas qu'il y ait réellement besoin de remplacer la dénomination « monde arabe » par une autre, ne serait-ce que pour de simples raisons pragmatiques. Quelle serait l'alternative ? Le fait de vouloir contrer l'actuelle configuration régionale risquerait de mener très vite à un recentrage sur les Etats-nation qui ne serait pas forcément de bon augure. De même, casser les structures nationales reviendrait à privilégier le repli sur des particularités locales, et donc le délitement à terme des gouvernements centraux contemporains. L'Irak en donne un bon exemple : si sa fédéralisation semble maintenant acquise par la force des choses, il reste à voir si celle-ci pourra se maintenir à terme dans le cadre d'une instance étatique nationale, ou plutôt se traduire par la création de nouvelles entités étatiques indépendantes.

**Actuellement dans le monde arabe, les idées libérales sont associées à « l'irakité », l'« algérianité », la « libanité », etc., tandis que l'islam politique occulte la question des minorités, que ce soit la version jihadiste qui prône la « Oumma islamique » au-delà des**

**frontières du monde arabe, ou que ce soit la version nationale comme le FIS algérien qui exclut la pluralité linguistique ou ethnique du pays. Dans ce contexte, comment les minorités ethniques peuvent elles trouver un interlocuteur fiable, alors même que les panarabes ont démontré leur incapacité à résoudre cette question ou même à esquisser un programme digne de respect et d'entente interethnique ? De même, au-delà de la déchirure, y a-t-il une possibilité pour d'autres solutions fiables ? Et si oui, lesquelles ?**

Il va de soi que l'islam politique prône souvent une unité qui n'est en rien comparable aux idéaux du panarabisme. Alors que le nationalisme arabe en appelle à une unité fondée sur une histoire et une culture communes, aspirant à un projet politique solide, et faisant fi de tout facteur de discorde tel que la religion ou les particularités tribales, l'islamisme privilégie une vision exclusiviste qui, certes, est plus étendue dans l'espace, mais n'en reste pas moins confinée à un facteur subjectif et non négociable : la religion, voire la confession (en l'occurrence, le sunnisme). Les minorités vues d'un point de vue islamiste répondent ainsi à une définition propre à ces derniers, portant le risque de voir le déni de pans entiers de la population se traduire par une exclusion essentielle et *de facto*.

Devant cette situation, les minorités, à partir du moment où elles se pensent comme tel, voient leurs options limitées. Le plus sage semble résider en une adaptation de leur part à leur environnement qui soit doublée de leur revendication de droits citoyens nationaux dès lors qu'elles se sentent lésées du fait de leurs seules spécificités. Une autre solution consisterait en des manifestations revendicatives, avec ce que celles-ci comportent de risques du fait des répressions gouvernementales qu'elles sont susceptibles de provoquer. C'est là qu'est toute la difficulté, finalement : le droit des peuples à l'autodétermination justifie-t-il pour autant le risque d'en arriver à des confrontations violentes qui soient, qui plus est, susceptibles de déstabiliser les Etats-nation contemporains ? C'est un débat loin d'être tranché, et qui ne se confine pas au seul Moyen-Orient. Les problèmes corse et basque en sont une claire illustration en Europe. Il n'en demeure pas moins que toute affirmation d'une minorité donnée, à partir du moment où elle prétend à une spécificité territoriale en parallèle, court le risque d'être sévèrement accueillie tant elle semble menacer la cohésion affichée des Etats-nation.

**Ne pensez-vous pas que la problématique ethnique est initialement celle de la perception de la majorité arabe ? Sinon, comment expliquer l'absence de projets, de programmes et de cadres sociopolitiques pouvant assurer et pérenniser un dialogue entre la majorité et ses minorités ethniques dans un processus constructif et bénéfique pour tous ?**

On ne peut nier la tentation présente chez beaucoup d'Arabes de se laisser aller à des discours et appréciations fondées sur la différenciation ethnique. Mais il ne faut pas oublier que la définition identitaire intervient bien plus souvent en fonction de la religion et de la confession des citoyens nationaux d'un pays donné. C'est une tendance naturelle, inscrite dans les codes de communication et de perception de l'ensemble de la région, et expliquée pour beaucoup par le lourd et riche héritage historique qui s'y est accumulé. Les scissions au sein de l'islam et du christianisme, les guerres interreligieuses, les invasions étrangères, les surenchères confessionnelles sont autant de sceaux qui sont venus marquer très profondément l'identité arabe, chrétienne soit-elle ou musulmane. Le positionnement ethnique est dès lors très clairement porté par une majorité arabe, mais ce au même titre que les perceptions de l'Autre qui sont basées sur un aspect confessionnel. Cependant, et aussi provoquant que cela puisse paraître, c'est finalement la présence d'Etats forts qui, en contrepartie, semble retarder l'échéance d'une implosion générale. La Syrie en est un exemple, avec les appréhensions qui

entretiennent les relations entre sunnites et alaouites d'une part, Arabes et kurdes de l'autre, sans toujours oser s'affirmer clairement ; le Bahreïn en est un autre, où les différents tiraillements parlementaires dissimulent mal une confrontation sous-jacente qui oppose sunnites et chiites nationaux. C'est pourquoi les projets de favorisation des minorités ne sont pas même évoquées : aller dans ce sens reviendrait en effet à reconnaître la présence effective d'une communauté nationale lésée dans ses droits. J'ajouterai enfin que les deux exemples syrien et bahreïni correspondent à une situation où une majorité confessionnelle dispute le pouvoir à une minorité nationale. Ce qui prouve finalement que le problème des minorités ne peut être traité à travers une seule et même équation où les moins nombreux seraient forcément les plus démunis.

**Comment analysez-vous les scénarii et projets de séparation, d'autonomie ou de partition ethnique ou linguistique qui s'élaborent actuellement dans le monde arabe, au moment où la planète se redessine en super blocs ? D'où provient cette obsession du « divorce » ?**

La première division du monde arabe était intervenue avec les accords de Sykes-Picot (1916) qui avaient consacré un premier découpage frontalier d'une grande partie du Moyen-Orient par des puissances française et britannique soucieuses de diviser pour mieux régner. Rappelons d'ailleurs que le continent africain n'avait pas été en reste sur ce plan. Aujourd'hui, un nouveau redécoupage du Moyen-Orient est-il au programme ? Certains signes poussent en tous cas à conforter cette idée. L'invasion américano-britannique de l'Irak a en effet consacré une fédéralisation *de facto* de l'Irak, qui attend cependant d'être confirmée par un dispositif institutionnel officiel ; les événements intervenus par ailleurs au Liban, avec l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, laissent courir le risque de troubles confessionnels susceptibles d'apparaître sur le long terme. Le tout n'étant pas exempt de l'apparition de foyers de tension extérieurs susceptibles de découler directement de ces événements, comme a pu le prouver le soulèvement des kurdes de Syrie au printemps 2004, impensable avant l'invasion de l'Irak en mars 2003. Cependant, la faille principale de ces soubresauts locaux réside au niveau de leur élément déclencheur : l'intrusion militaire américaine dans la région. La première puissance mondiale n'est évidemment en rien exempte de visées stratégiques qui passeraient entre autres par une meilleure assise de ses intérêts dans la région. C'est pourquoi, si le droit à l'autodétermination des peuples reste légitime en soi, cela ne doit pas pour autant nous pousser à succomber à tout soulèvement populaire, de quelque nature qu'il soit. Le respect des minorités dans le cadre d'un seul et même plan national reste réalisable et est le seul garant d'une bonne cohésion des nations constitutives du monde arabe contemporain.

**Selon vous, ces projets de séparations entre ethnies sont-ils susceptibles d'offrir à ces minorités le progrès et la sécurité auxquels elles aspirent ? Les gens de cette région sont-ils condamnés à rester jusqu'à nouvel ordre, dans un cercle conflictuel, avec ou sans séparation ethnique ?**

Je crois que tout projet de séparation, surtout dès lors qu'il est encouragé par un acteur étranger à une région, est surtout un moyen de chercher à « diviser pour mieux régner ». Et, à ce titre, je doute fort que les replis ethniques et/ou confessionnels puissent être générateurs à terme de quiétude pour le Moyen-Orient... bien au contraire ! Si sunnites, chiites, kurdes, zoroastriens, druzes, alaouites, maronites, melkites ou encore grecs orthodoxes venaient à

vouloir s'organiser en fonction de leurs affiliations confessionnelles, ils auraient de fortes chances de chercher à traduire leurs replis identitaires par la création d'entités territoriales spécifiques et déconnectées l'une de l'autre. Soit une situation qui se situe aux antipodes des requis pour la bonne cohésion, l'entente et la paix entre les peuples. C'est pourquoi il me semble que les cadres nationaux contemporains restent le meilleur garant du respect des minorités. Dans ce cadre, le changement doit intervenir par le haut plutôt que par le bas, et les gouvernements coupables de discriminations à l'encontre de leurs minorités doivent être jugés à l'aune de la législation internationale et de juridictions suprêmes neutres et compétentes en la matière.

**Les manifestations de repli ou de séparation ethnique ou linguistique dans le monde arabe reflètent-elles uniquement une problématique entre majorité et minorités ? Ou reflètent-elles justement une crise existentielle verticale et profonde, qui traverse la majorité comme les minorités ?**

Les revendications brandies par des communautés données sont le plus souvent générées par des sentiments de frustration ou d'injustice exercée à leur encontre. Avec cependant une particularité due, comme je l'ai rappelé tout à l'heure, au lourd héritage religieux qui particularise le Moyen-Orient. C'est pourquoi le sursaut et la contestation politique, quand bien même ils coïncideraient avec des arrière-pensées confessionnelles, ne sont pas forcément dus aux seules minorités. Les revendications brandies par les Berbères d'Algérie ou les chiites du Bahreïn ne répondent pas à une logique due à une infériorité numérique. Les revendications sociales sont finalement inhérentes à toute société donnée, où qu'elle se trouve dans le monde, mais il va de soi que l'exacerbation confessionnelle spécifique à la région du Moyen-Orient, combinée à des pratiques gouvernementales loin d'être conformes aux critères occidentaux de la démocratie, nous poussent souvent à voir dans toute revendication l'expression légitime d'un malaise de grande ampleur. Or, une analyse au cas par cas de chacune de ces situations aurait de fortes chances de nous pousser à modérer quelque peu nos passions si promptes à s'enflammer pour tout ce qui s'apparente de près ou de loin à une révolution.

**Est-il possible d'imaginer une solution à la problématique du monde arabe multiethnique sans l'associer à des questions fondamentales et brûlantes telles que : qui sommes-nous ? Comment imaginer l'avenir de la région ? Comment lire le passé et dessiner le présent pour que les enfants de cette région puissent lire ensemble un même livre de vie, digne et sûr ? Selon vous, le monde arabe est-il en mesure de déclencher ce questionnement sur son être, son identité et son avenir ? Si non, que lui manque-t'il ?**

Le monde arabe traverse une crise profonde. Il est de surcroît miné par des perceptions d'ordre ethnique et communautaire, qui tendent à pousser l'essentialisme à son paroxysme. Et cette situation est évidemment problématique, pour ne pas dire dangereuse, puisqu'elle ne laisse pas encore entrevoir de réelles chances pour l'installation d'une cohésion à terme.

Le panarabisme a été une idée louable, à mon sens. Mais il a connu un échec du fait, non de l'inaccessibilité de cet idéal, mais plutôt de la perpétuation de régimes qui, en surfant sur une situation régionale marquée pour beaucoup par la prégnance des conflits israélo-arabes, en sont vite arrivés à une sclérose aux effets potentiellement néfastes. Les blocages politiques ont généré des blocages sociaux graves, et les solutions restent à portée de main, mais elles ne peuvent maintenant être pensées que sur le très long terme.

Deux priorités me semblent ainsi devoir être encouragées au plus vite : une réforme de fond en comble des régimes politiques en place d'une part, et un travail de fond des Arabes sur leur histoire comme sur leur difficile présent d'autre part. Il va de soi que, pour ce qui relève du premier point, un nouveau scénario à l'irakienne me semble être à éviter tant il est contre-productif ; un investissement sérieux et déterminé de l'Union européenne en faveur d'un encouragement de la démocratisation des pays de la région me semble une alternative préférable, ce d'autant plus que les populations arabes ont de fortes chances d'être bien plus réceptives à des initiatives et pressions européennes plutôt qu'américaines. Quant au travail qui reste à mener par les Arabes sur leur propre histoire, il me semble difficile de pouvoir l'encourager en faisant l'économie d'une implication déterminée des intellectuels de la région, qui peuvent avoir leur mot à dire à partir du moment où ils trouvent l'occasion de s'exprimer et d'être écoutés. Les intellectuels continuent, bien heureusement, à incarner une voie de la Sagesse dont le monde arabe a cruellement besoin, aujourd'hui plus que jamais. La situation du monde arabe est critique, certes, mais elle n'est pas pour autant désespérée. Le tout est de permettre aux événements de s'inscrire dans la durée, et surtout de se fixer des objectifs productifs, précis et raisonnables.